

Vannes, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA PARC DE BRANFERE

BRANFERE
56190 LE GUERNO

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2023 dans l'établissement SA PARC DE BRANFERE implanté BRANFERE 56190 LE GUERNO. L'inspection a été annoncée le 28/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA PARC DE BRANFERE
- BRANFERE 56190 LE GUERNO
- Code AIOT : 0055601479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc zoologique à caractère fixe.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des effluents,
- Bâtiment des girafes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	règles générales, établissement zoologique fixe	Arrêté Ministériel du 25/04/2004, article 34	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	règles générales, établissement zoologique fixe	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	arrêté d'autorisation d'ouverture	Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 13	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	règles générales, établissement zoologique fixe	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9	Sans objet
2	règles générales, établissement zoologique fixe	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16	Sans objet
3	règles générales, établissement zoologique fixe	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	Sans objet
4	règles générales, établissement zoologique fixe	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	Sans objet
5	règles générales, établissement zoologique fixe	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32	Sans objet
8	règles générales, établissement zoologique fixe	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 53	Sans objet
9	règles générales, établissement zoologique fixe	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Enclos des girafes :

- bâtiment très propre, dont les portes des enclos s'opposent à la fuite des animaux et permettent de contrôler la situation des animaux avant accès du personnel dans ces lieux.
- Toutefois, les repères couleur mis en place par les soigneurs en vue de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture des portes du couloir principal sont effacés.

Gestion des effluents :

- le traitement des effluents liquides s'effectuent par lagunage . La caractérisation de ces effluents a évolué suite à la création ou modification d'enclos et de lagunes ce qui nécessite une actualisation du traitement des effluents liquides.
- Présence d'un écoulement d'eau résiduaire en sortie d'un des accès du bâtiment des gazelles de la plaine indienne et dépôt de refus de dégrillage à proximité du dégrilleur de la lagune de la plaine indienne.

A transmettre :

- justificatif du retrait du refus de dégrillage et information sur le traitement de ce refus,
- dossier d'actualisation de la gestion des effluents du parc,
- résultats d'analyses du suivi du fonctionnement de la station principale de lagunage et celle de l'enclos des phoques,
- résultats d'analyses des effluents en entrée et sortie du fossé proche du lagunage principal.
- Résultats d'analyses des effluents traités aux trois points de rejet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : règles générales, établissement zoologique fixe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9
Thème(s) : Élevage, De la prévention des accidents.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.
Constats : conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : règles générales, établissement zoologique fixe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien. Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée. Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en oeuvre.
Constats : conforme pour l'enclos des girafes contrôlé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : règles générales, établissement zoologique fixe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.
Constats : conforme pour l'enclos des girafes contrôlé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : règles générales, établissement zoologique fixe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.
Constats : Conforme.
Observations : Suite à la tempête Ciaran, le parc n'a pas constaté d'animaux échappés. Contrat annuel d'entretien et d'élagage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : règles générales, établissement zoologique fixe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès. Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation. L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence. Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées à moins que les établissements disposent d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés. Les parois transparentes permettant au public d'observer les animaux sont suffisamment résistantes pour ne pas être détériorées par le public ou par d'éventuelles attaques des animaux. La résistance du vitrage des aquariums est adaptée à la pression de l'eau qu'ils contiennent.
Constats : conforme.
Observations : Suite à la tempête Ciaran, une partie de la clôture endommagée a été rapidement réparée et un chantier d'élagage et de déblaiement ont été réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : règles générales, établissement zoologique fixe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/04/2004, article 34
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées. Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées. La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux. Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manoeuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.
Constats : Enclos des girafes: Les portes des enclos s'opposent à la fuite des animaux. La disposition des portes, permet de contrôler la situation des animaux avant accès du personnel dans ces lieux. Les repères couleur mis en place par les soigneurs en vu de connaître le résultat de la manoeuvre d'ouverture ou de fermeture des portes du couloir principal sont effacés.
Observations : Les repères couleur mis en place par les soigneurs sur des portes du couloir principal ou tout autre système équivalent doit être maintenu., du fait notamment de l'accueil de soigneurs d'un jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : règles générales, établissement zoologique fixe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 48
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les locaux, les enclos où sont hébergés les animaux, leurs équipements, les bassins et les autres dispositifs contenant de l'eau à la disposition des animaux sont maintenus dans un état d'hygiène permettant de prévenir l'apparition de risques sanitaires pour les animaux et les personnes. Toutes les eaux résiduaires issues des bâtiments d'élevage des animaux et de leurs annexes (cuisines, infirmerie,...) sont collectées par un réseau d'égout étanche et acheminées vers des installations d'assainissement.
Constats : conforme pour l'enclos des girafes contrôlé (bâtiment très propre). Écoulement d'eaux résiduaires en sortie d'un des accès du bâtiment des gazelles de la plaine indienne.
Observations : toutes les eaux résiduaires du bâtiment des gazelles doivent être dirigées vers la station de traitement via le réseau de collecte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : règles générales, établissement zoologique fixe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 53
Thème(s) : Élevage, actions de conservation des espèces animales
Prescription contrôlée : Au sens du présent arrêté, on entend par "conservation" toutes les opérations qui contribuent à la préservation des espèces animales sauvages que leurs populations se trouvent dans leur milieu naturel ou hébergées en captivité. Aux fins de contribuer à la conservation de la diversité biologique, les établissements participent : - à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces ; - et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation ; - et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces ; - et/ou, le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages. Les actions entreprises en application du présent chapitre doivent être compatibles avec les règles visant à assurer le bien-être des animaux ainsi qu'avec les activités d'élevage et de reproduction des animaux. Les moyens mis en oeuvre par les établissements pour se conformer aux dispositions du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité. A intervalles réguliers, n'excédant pas trois ans, l'exploitant de l'établissement fournit au préfet (directeur départemental des services vétérinaires) un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre.
Constats : conforme
Observations : participation au programme de recherche et d'étude des comportements des sarcelles marbrées en partenariat avec l'université Rennes1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : règles générales, établissement zoologique fixe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54
Thème(s) : Élevage, De la participation aux actions de conservation des espèces animales.
Prescription contrôlée : Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, les établissements participent aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Ils contribuent à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.
Constats : conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : arrêté d'autorisation d'ouverture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2005, article 13
Thème(s) : Élevage, gestion des eaux de bassins
Prescription contrôlée : Les eaux des bassins d'agrément ou utilisés par les animaux du parc de Branféré, sont, avant rejet dans le milieu extérieur, traités : Par un lagunage indépendant Par un système de biocatalyseur (système PLOCHER) Mr Le Directeur de la SA de BRANFERE, transmettra, dans un délai de 6 mois à réception du présent arrêté, et à ses frais, un dossier recevable, élaboré par un cabinet spécialisé, précisant les caractéristiques des effluents traités et la compatibilité de ces apports avec les capacités de traitement mis en œuvre (lagunage +biocatalyseur), conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau. Le directeur de la SA de Branféré transmettra, annuellement, au service des Installations Classées de la DDSV, les résultats des analyses effectués et du fonctionnement du système de traitement mis en œuvre.
Constats : - refus de dégrillage déposé à même le sol à côté du dégrilleur. - modification du traitement des eaux résiduaires : <ul style="list-style-type: none">° traitement seulement par lagunage,° caractéristiques différentes des effluents à traiter suite à la création ou modification d'enclos et de lagune.
Observations : Documents à transmettre à la DDPP: - dossier d'actualisation de la gestion des effluents du parc, - résultats d'analyses du suivi du fonctionnement de la station principale de lagunage et celle de l'enclos des phoques, - résultats d'analyse des effluents en entrée et sortie du fossé proche du lagunage principal, - résultats d'analyses des effluents traités aux trois points de rejet. - justificatif du retrait du dépôt de refus de dégrillage; information sur le traitement de ce refus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois